



## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Robert COTTE, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

## **Transports et Mobilité - Tramway Ligne 5 - Commission d'Indemnisation à l'Amiable - Création de la Commission - Désignation partielle des membres de la Commission - Complément à la délibération n°M2019-316 du 25 juin 2019**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la Ligne 5 de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, la Métropole s'est prononcée sur l'intérêt général de la réalisation de l'opération Ligne 5 de tramway.

Par arrêté n°2013-I-1656 en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune – Clapiers de la Ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1er juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la Ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiale.

La DUP Ligne 5 a été prorogée par arrêté préfectoral n°2018-I-638 en date du 13 juin 2018, pour une nouvelle durée de 5 ans expirant le 27 août 2023.

Sur le secteur Nord de la Ligne 5, les travaux sont engagés dès cette année conformément à la DUP.

Sur le secteur Ouest de la Ligne 5, par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a approuvé le périmètre de modification du tracé de la Ligne 5 à savoir la section allant du rond-point Paul Fajon à la rue des Chasseurs ainsi que le bilan de la concertation préalable à la modification du tracé.

Les études nécessaires liées à l'obtention de la DUP complémentaire sont en cours. Compte tenu de la reprise de la réalisation de la Ligne 5, il convient de réactiver le processus d'indemnisation des professionnels riverains qui avait été adopté par délibération n°11815 du 24 septembre 2013.

Par délibération n°M2019-316 du 25 juin 2019, le Conseil a approuvé la création de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) et la désignation partielle de ses membres.

Il convient de compléter cette délibération n°M2019-316 afin de soustraire à la composition de la CIA les candidatures de Monsieur Philippe SAUVEPLANE et Madame Sandy CAMUS-MERCIER en qualité de personnalités compétentes. En effet, ces deux personnalités sont désignées par ailleurs en qualité d'expert financier et ne peuvent donc avoir la qualité de personnalité compétente et à ce titre, siéger et voter à la CIA, et en parallèle, instruire les dossiers financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter de la modification de la délibération n°M2019-316 afin de préciser les rôles de Monsieur Philippe SAUVEPLANE et Madame Sandy CAMUS-MERCIER en qualité unique d'experts financiers,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-102444-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.